



LETTRE ÉCONOMIQUE D'ALGERIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ALGER

N° 102 – Mai & Juin 2021

Commerce franco-algérien

Un rééquilibrage des échanges bilatéraux au 1^{er} trimestre 2021

D'après [les données du commerce extérieur au premier trimestre 2021 \(T1 2021\)](#), les échanges commerciaux entre la France et l'Algérie sont estimés à 1,8 Md EUR, soit un recul de 3% par rapport au premier trimestre 2020.

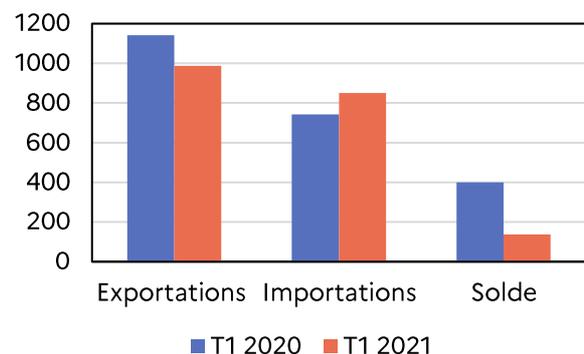
Au premier trimestre 2021, la France a exporté vers l'Algérie l'équivalent de 988 MEUR de biens, en baisse de 13,5%. Les importations françaises en provenance d'Algérie ont pour leur part atteint 850 MEUR, en hausse de 14,4%. Dans un contexte marqué par le ralentissement des échanges suite à la crise sanitaire mondiale, le solde des échanges commerciaux entre les deux pays demeure excédentaire pour la France, à 137,3 MEUR. Il est cependant en recul de 65,6% par rapport au premier trimestre 2020.

Le premier trimestre 2021 fait apparaître une évolution de la composition des exportations françaises vers l'Algérie, en comparaison de la même période en 2020. Les équipements mécaniques, électriques et informatiques sont désormais le premier poste d'exportations français en Algérie avec des ventes de 223,4 MEUR, en recul de 17,1% en glissement annuel. Auparavant leader, le poste des produits

agricoles constitue au premier trimestre 2021 le second débouché des exportations françaises avec 205 MEUR de ventes, en baisse de 39,6% en glissement annuel. Ce recul serait tributaire de plusieurs facteurs tels qu'une réorientation géographique, conjoncturelle, d'une partie des exportations françaises de blé tendre, des conditions de récoltes défavorables et l'arrivée sur le marché algérien de nouveaux acteurs. Enfin, le poste matériaux de transport affiche la plus forte progression sur un an (+49,2%), et devient la troisième catégorie de produits la plus exportée en Algérie, à hauteur de 185,5 MEUR.

Evolution des échanges France- Algérie au T1 2021 (en M EUR)

Source : Douanes françaises



Côté importations françaises depuis l'Algérie, le secteur des hydrocarbures reste largement majoritaire. Au 1^{er} trimestre 2021, les importations d'hydrocarbures représentaient ainsi 64,2% du total des importations françaises en provenance d'Algérie, pour un montant de 546,1 MEUR, en hausse de 9,7%.

Le second poste d'importations en provenance d'Algérie reste les *produits pétroliers raffinés*, pour 233,6 MEUR, en progression de 38,9%. Ces deux catégories de biens (hydrocarbures + produits pétroliers), constituaient près de 92% des biens algériens exportés vers la France au premier trimestre 2021.

Pour rappel, selon les Douanes françaises, le commerce entre la France et l'Algérie en 2020 s'est établi à 6,9 Mds EUR, en recul de 24% sur un an, et se décompose comme suit : exportations françaises vers l'Algérie : 4,2 Mds EUR ; importations françaises d'Algérie : 2,7 Mds EUR ; solde : 1,5 Md EUR.

Exportations agricoles : la France reste un partenaire privilégié de l'Algérie, mais voit sa part de marché s'éroder

L'établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (**FranceAgriMer**), a publié en mai dernier, une note consacrée au commerce agricole entre la France et l'Algérie.

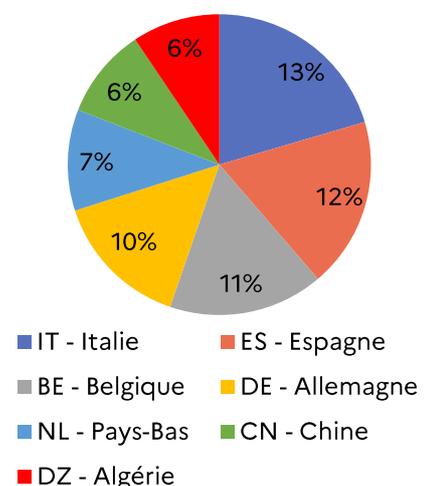
Au niveau mondial, les exportations françaises se sont élevées à 66,8 Mds EUR en 2020, ce qui constitue un repli par rapport à 2019 (-3,4 %), une tendance principalement due à une forte baisse des exportations lors du premier confinement en

avril-mai 2020 (- 15 % par rapport à 2019). Cette chute peut-être expliquée par l'évolution de la filière vins et spiritueux, à l'origine de 90 % de la baisse de la valeur des exportations françaises de produits agricoles et agroalimentaires vers le reste du monde. Cependant, la France a pu se maintenir au 6^{ème} rang des exportateurs au niveau mondial, mais avec une part de marché de 4,6 %, en baisse de 0,2 point.

Au niveau global, l'Algérie pour sa part a affiché en 2020 une progression de ses importations de produits agricoles et agroalimentaires (plus de 7 Mds EUR, en hausse de 2,8 % en 2020 selon FranceAgriMer). Du point de vue bilatéral, l'Algérie s'établit à la 10^{ème} place des clients de la France, avec des achats de 1,3 Md EUR, soit 2% de nos exportations agricoles et agroalimentaires. L'Algérie reste le second client de la France hors Europe, derrière la Chine (3,2 Mds EUR). Au niveau de la région Afrique du Nord, qui représente 3,3 % des exportations françaises, l'Algérie pèse pour 59 % du total régional (contre 33 % pour le Maroc).

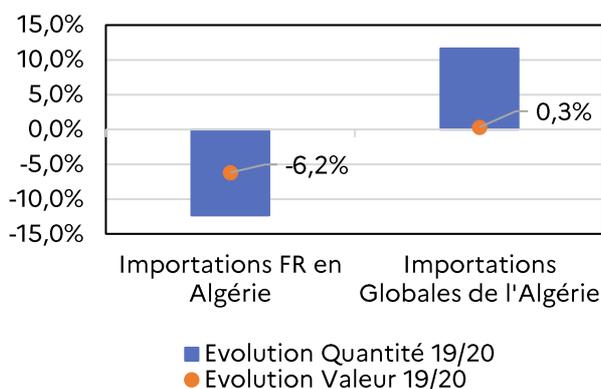
Part des 10 premiers pays de destination dans le total des exportations de produits agricoles françaises, hors industrie agroalimentaire en 2020 (en %)

Source : Douanes françaises



Evolution commerce agricole France-Algérie 2019-2020

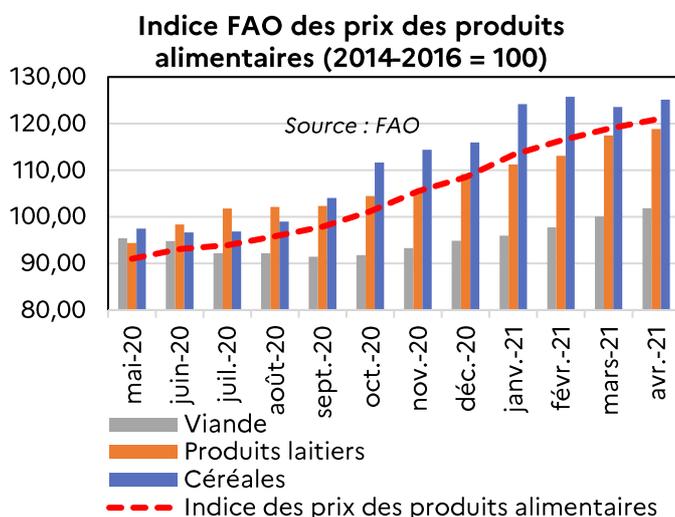
Source : Douanes algériennes



Pour autant, en dépit du maintien de sa position de 1^{er} fournisseur de l'Algérie en produits agricoles et agroalimentaires en 2020, les opérateurs français ont vu leur part de marché se dégrader, accentuant une tendance déjà amorcée depuis plusieurs années (18 % de part de marché en 2020, contre 22 % en 2018). Ceci s'explique principalement par la baisse du poste céréales, avec une substitution de marché, possiblement conjoncturelle, au profit de l'Europe du Nord (Allemagne, Lituanie, Pologne).

Toutefois, ce recul au niveau des parts de marché affecte également les deux autres principaux importateurs à savoir l'Argentine et le Brésil. Malgré ces évolutions conjoncturelles, l'Algérie demeure le principal client des exportateurs agricoles français sur de nombreux segments. A titre d'illustration, les exportations françaises de céréales vers l'Algérie se sont élevées à 812 M€ en 2020, représentant le 2^{ème} marché sur pays hors UE derrière la Chine (858 M€, + 147 % sur 2019); en outre pour les produits laitiers l'Algérie est le 4^{ème} client sur les pays hors UE.

Enfin, ces évolutions interviennent dans un contexte de hausse généralisée des prix des produits alimentaires, au niveau mondial. [L'indice de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture \(FAO\)](#), a progressé de manière continue depuis mai 2020 (+30 points à 120,90 au mois d'avril 2021).



Banque Mondiale & Algérie

La Banque Mondiale a analysé la part du secteur informel et des transferts de fonds de la diaspora algérienne dans l'économie

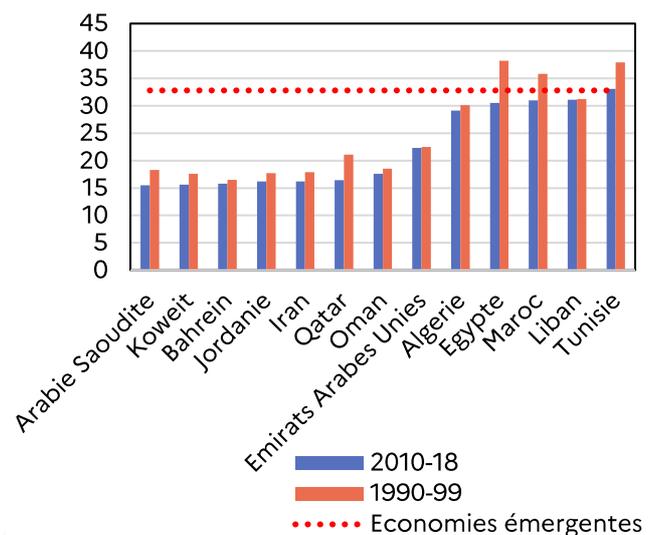
Deux récentes publications de la Banque Mondiale permettent d'éclairer l'influence du secteur informel et des transferts de fonds de la diaspora au niveau algérien et régional.

Dans un rapport intitulé « [The Long Shadow of Informality – Challenges and Policies](#) », publié le 11 mai, la Banque Mondiale évalue à environ 29 % la part de l'informel dans l'économie algérienne sur une période comprise entre 2010 et 2018.

Ce taux demeure stable sur le long-terme puisqu'il se situait à 30% sur la période 1990-99. L'Algérie affiche un taux plus élevé que la moyenne régionale (Afrique du Nord Moyen-Orient - ANMO) à 23%, cependant en-dessous de la moyenne des économies émergentes à 33%.

Part du secteur informel (en %)

Source : Banque Mondiale



Selon le rapport, entre 2010 et 2018, l'Algérie affichait une part de l'informel inférieure à celle du Maroc (31%) ou bien de la Tunisie (33%).

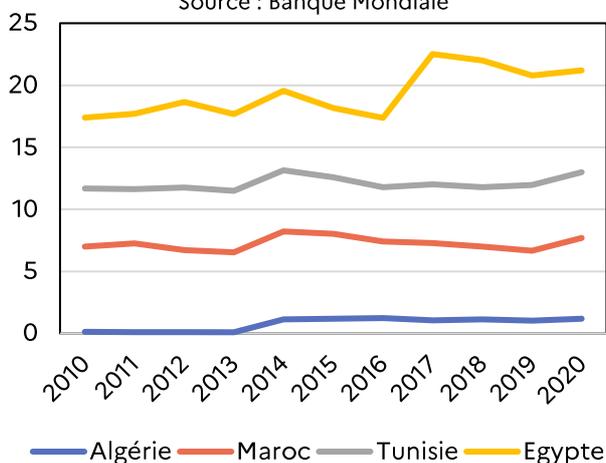
Néanmoins, ces deux pays présentent une dynamique légèrement plus favorable puisque la part de l'informel a reculé de manière plus importante (- 4,8 points de pourcentage par rapport à 1990-99 pour le Maroc et la Tunisie, contre -1 point pour l'Algérie).

Au niveau mondial, l'institution estime que le secteur informel représente plus de 70% de l'emploi total dans les économies émergentes et en développement et contribue à un tiers du PIB. La Banque Mondiale précise que, même si la part du secteur informel demeure élevée, celle-ci était en recul constant depuis 30 ans (avant la pandémie): en moyenne, elle aurait baissé d'environ 7 points de pourcentage du PIB, dans l'ensemble des économies, entre 1990 et 2018, pour ressortir à 32 % du PIB.

Ce rapport fait écho à la publication annuelle de la Banque Mondiale, [« Migration et Développement »](#). La note fait état, au plan global, d'un léger recul des transferts qui s'élevaient à 540 Mds USD en 2020, contre 548 Mds USD en 2019, en baisse de 1,6%. S'agissant de l'Algérie, les transferts de fonds officiellement enregistrés sont passés de 1,8 Md USD en 2019 à 1,7 Md USD en 2020, en baisse de 5,8%.

Transferts reçus pour une sélection d'économies 2010 - 2020 (en %/PIB)

Source : Banque Mondiale



Cestransferts ont représenté l'équivalent de 1,2% du PIB de l'Algérie en 2020, contre 1% en 2019. Au niveau régional, l'Algérie affiche des niveaux de transferts inférieurs à ceux de ses voisins du Maghreb, autant en termes de valeur que de pourcentage de PIB: le Maroc a ainsi reçu en 2020 7,4 Mds USD (soit 6,5 % de son PIB) et la Tunisie 2,1 Mds USD (5,3 % de son PIB). La région Afrique du Nord et Moyen Orient (ANMO), enregistre une augmentation de 2,3% des fonds reçus en un an, pour atteindre 56 Mds USD, contre 55 Mds USD en 2020.

Finances publiques

Les autorités algériennes ont publié au Journal Officiel, la loi de Finances Complémentaire 2021

[La loi de finances complémentaire \(LFC\) 2021](#) a été publiée le 8 juin au Journal Officiel.

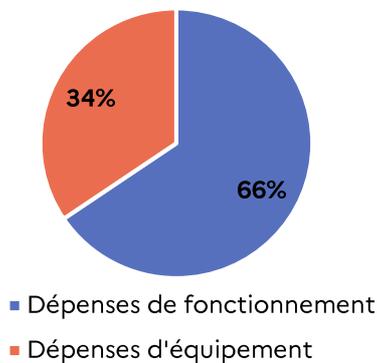
Sur le plan du cadrage macroéconomique et financier, les autorités ont conservé les trois précédentes hypothèses de la loi de finances initiale (LF 2021). Tout d'abord, le prix du baril de référence pour la constitution du budget est confirmée à 40 USD tandis que le prix de marché du baril à 45 USD. Enfin, le dernier paramètre concerne le taux de change moyen utilisé, qui demeure à 140,20 DZD/USD. En comparaison à la LF 2021, la LFC 2021 entérine la révision à la hausse de trois agrégats: l'augmentation des dépenses budgétaires, la hausse des recettes budgétaires et la révision à la hausse des prévisions de croissance en 2021 à +4,2 %, contre + 3,9 % dans la LF 2021 ; et de la croissance hors hydrocarbures à + 3,1 %, contre + 2,4 % initialement prévus.

Il est prévu un budget total pour les dépenses budgétaires de 8 643 Mds DZD (≈ 61,6 Mds USD), contre 8 113 Mds DZD (≈ 60,69 Mds USD) initialement prévus dans la loi de finance 2021, avec une augmentation de 350 Mds DZD (≈

2,61 Mds USD) des dépenses de fonctionnement et de 180 Mds DZD (≈ 1,34 Md USD) des dépenses d'équipement, par rapport à la loi de finance initiale de 2021.

Dépenses budgétaires en LFC 2021 (en %)

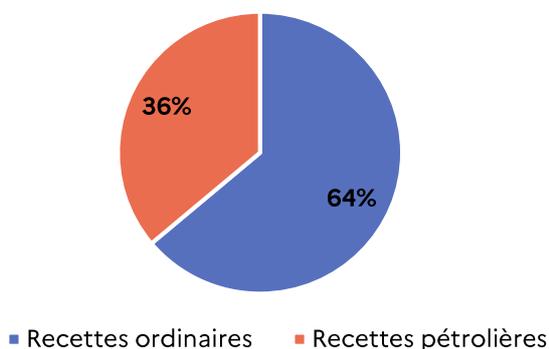
Source : Ministère des Finances



En parallèle, les recettes budgétaires sont anticipées à 5 332 Mds DZD (≈ 38 Mds USD) contre 5 328 Mds DZD (≈ 39,86 Mds USD) dans la Loi de Finances 2021, dont 1 927 Mds DZD (≈ 13,7 Mds USD) de fiscalité pétrolière.

Recettes budgétaires en LFC 2021 (en %)

Source : Ministère des Finances

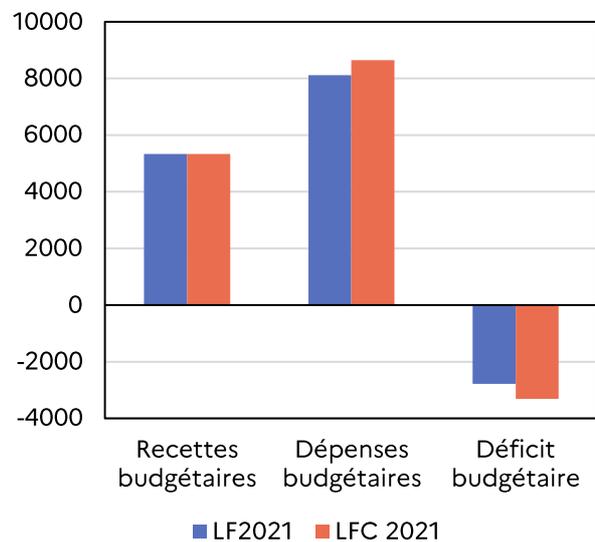


La LFC 2021 comporte par ailleurs un **volet législatif**, actant notamment la reprise du caractère rétroactif d'une disposition de la LF 2021 portant sur les importations pour revente en l'état. Une autre disposition concerne

l'extension de l'exemption de TVA et des droits de douane pour les matières premières et dispositifs médicaux entrants dans le processus de production des produits pharmaceutiques contre la Covid-19

Comparaison LF 2021 & LFC 2021 (exprimé en Mds DZD)

Source : Ministère des Finances



Politique monétaire

Les opérations d'injections de liquidité se sont intensifiées en 2020

Dans un contexte de tarissement des liquidités, la Banque centrale algérienne (BA) a multiplié ses opérations de refinancement des banques en 2020. Le montant de ses interventions de refinancement (open market) a atteint 2 039 Mds de dinars (12 Mds €) sur l'année 2020, dont 1 246 Mds à court terme (7 jours). A cet égard, les opérations sont passées de 420 Mds de dinars sur le premier semestre 2020 à 1 619 Mds sur le second semestre 2020 selon la BA.

En sus d'une forte baisse du taux de réserve obligatoire (de 10% à 3% entre mars et septembre 2020), la BA a ainsi accru ses opérations de refinancement, via l'achat de bons du Trésor (et autres collatéraux assimilables) auprès des banques commerciales en contrepartie d'une injection de liquidités. Les opérations d'open market, qui permettent un meilleur guidage des taux à court terme, sont apparues cruciales dans un contexte de vives tensions sur le marché monétaire algérien en 2020.

Ce financement monétaire devrait se poursuivre pour entre 2021 et 2022, puisque la BA a annoncé la mise en place d'un programme spécial de refinancement à compter du 1er juillet. Ce programme prendra effet pour une durée d'un an, et intervient en complément du plan de relance de l'économie. Son montant devrait être équivalent aux interventions de 2020, avec un montant plafond du programme de 2 100 Mds DZD (≈ 13,2 Mds EUR). Ces opérations hebdomadaire de cessions de titres financiers sur le marché interbancaire, d'un montant minimum d'1 Mds DZD, pour une maturité comprise entre 1 et 3 ans. Avec ces titres, la BA sera en capacité de racheter des créances bancaires auprès des entreprises publiques. Ces rachats permettront de dégager des liquidités pour les établissements bancaires qui détenaient auparavant ces créances. La contrepartie exigée par la BA dans le cadre de ce rachat correspond aux obligations émises par l'Etat Algérien. Ainsi, avec ce mécanisme, les banques publiques contribuent à financer indirectement le déficit public algérien.

Hydrocarbures

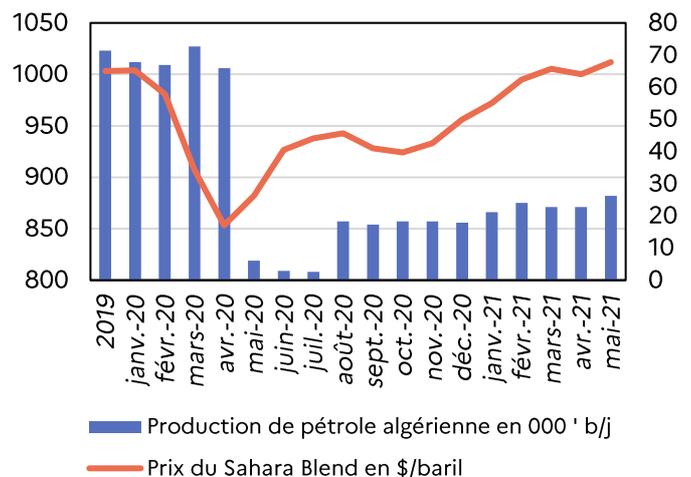
A court-terme, les décisions de l'OPEP+ dégagent des perspectives d'amélioration pour l'Algérie, que nuancent sur le long-terme le rapport de The Shift Project

[La 17^{ème} réunion ministérielle des pays de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole \(OPEP\) et non-OPEP - OPEP+ - s'est tenue le 1er](#)

juin 2021 en présence du ministre algérien de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab. Avec la décision du maintien de « l'ajustement de la production du mois de juillet, soit l'augmentation de 441 000 barils par jour », la 17^{ème} réunion confirme l'augmentation progressive des quotas depuis décembre 2020, qui avait été confirmée pour les mois de mai, juin et juillet lors de la 15^{ème} réunion ministérielle. Cet accord permet à l'Algérie d'augmenter sa production de 14 000 barils/jour durant le mois de juillet 2021.

Evolution de la production de pétrole et du prix du baril algérien (sahara blend)

Source : OPEP



Dans le même temps, d'après les données de l'OPEP, le baril de Sahara Blend, référence du brut algérien, est passé de 64,01 USD à 67,81 USD entre avril et mai 2021, en hausse de 5,9%. De plus, le Sahara Blend était le 5^{ème} pétrole brut le plus cher en mai 2021. En effet, son prix était supérieur au prix moyen du panier de référence de l'OPEP qui s'est établi à 66,91 USD/baril en mai (+ 5,8% par rapport à avril 2021), son plus haut niveau depuis mai 2019. En outre, l'OPEP indique que la production de pétrole de l'Algérie a atteint 891 000 barils par jour en mai, en hausse de 24 000 b/j par rapport à la production moyenne d'avril.

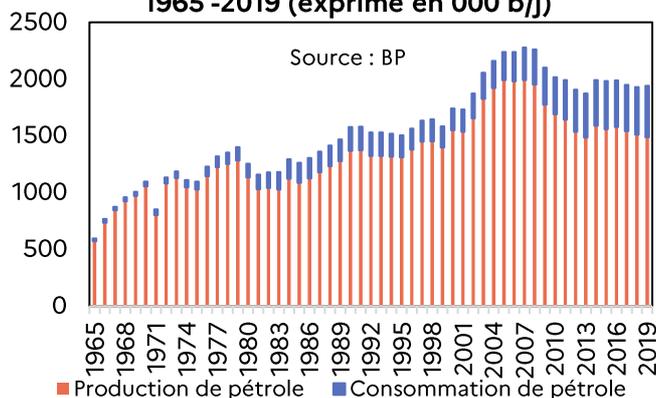
A lointaine échéance en revanche, la tendance pourrait s'inverser selon le think tank "[The Shift Project](#)" qui a publié un rapport sur les perspectives d'approvisionnement énergétique de l'Union Européenne. Le rapport indique ainsi que la production algérienne devrait connaître une forte réduction à l'horizon 2030 et 2050.

Le Think Tank précise que la production algérienne de pétrole brut devrait baisser à 0,7 million de barils par jour (MB/j), puis à 0,4 Mb/j respectivement en 2030 et 2050. Ces baisses représentent des reculs de production, par rapport à 2019, de 38% en 2030 et de 65% en 2050. Ainsi, en 2050, la production algérienne représenterait un volume de 130 millions de barils, contre 510 millions de barils en 2019. Cette évolution s'expliquerait principalement par des raisons géologiques, dues à la fois au déclin des champs matures, et au manque de nouvelles découvertes.

Par ailleurs, relevant un déclin progressif de la production algérienne (- 25 % depuis 2007), The Shift Project rappelle que les découvertes cumulées ont faiblement augmenté depuis 2000, à savoir de +4,5%, représentant 1,2 milliard de barils, en dépit d'une période de cours élevés qui aurait pu inciter les développements.

Ce déclin annoncé est confirmé par [les données de British Petroleum](#), qui font par ailleurs état d'une forte augmentation de la consommation domestique, qui a progressé de 59% depuis 2007, pour s'établir à 454 b/j en 2019, contre 286 b/j il y a 12 ans.

Evolution de la production et de la consommation de pétrole algérienne 1965 -2019 (exprimé en 000 b/j)



Dans ce contexte, [le plan de relance](#) des autorités algériennes ambitionnent de produire 30% de l'électricité à partir de sources renouvelables. Cette feuille de route du gouvernement sur la période 2020-2024 évoque aussi un objectif de 10% d'économie d'énergie à horizon 2021. Pour rappel, le mix énergétique algérien est actuellement composé à 35% de pétrole et à 64% de gaz et à moins d'1% à base d'ENR (PV, Eolien, Hydroélectricité).

Ressources en eau

Alger et sa région traverse une période de stress hydrique sans précédent

Avec des ressources en eau disponibles comprises entre 30 et 40% inférieures aux besoins, la capitale algérienne est désormais en situation de stress hydrique. Plusieurs facteurs cumulés expliquent cette situation, au premier rangs desquels un déficit pluviométrique historique ces trois dernières années, une consommation d'eau en croissance forte et régulière, et des carences en capacité de production.

Les autorités algériennes ont ainsi été contraintes de mettre en place un plan de rationnement préconisé par la société publique de gestion des eaux et de l'assainissement (SEAAL), jusqu'à ce que des investissements réalisés en urgence et le retour des pluies à l'automne permettent progressivement un retour à la normale. Le plan de rationnement en vigueur depuis le 26 juin, prévoit une distribution d'eau alternée selon trois groupes de quartiers, rassemblant les 57 communes de la wilaya d'Alger. Le premier groupe est desservi uniquement, mais quotidiennement, de 8h00 à 14h00 ; le second est alimenté de 8h00 à 16h00, mais un jour sur deux seulement ; enfin, le troisième se voit appliqué un double système d'approvisionnement : dans une même commune, certains quartiers ont de l'eau quotidiennement, de 8h00 à 14h00, et d'autres, de 8h00 à 16h00 un jour sur deux.

TABLEAU DE BORD – INDICATEURS CLÉS

Population (1^{er} janvier 2020, ONS)	44 millions d'habitants
<i>PIB/habitant en USD PPA 2017 (prix constants 2020, FMI)</i>	10 534 USD
<i>Indice de développement humain (2020, PNUD)</i>	0,748 (91 ^{ème} /189)
<i>Doing Business (classement 2020, Banque mondiale)</i>	157 ^{ème} /190
<i>Taux de chômage (mai 2019, ONS)</i>	11,4%
<i>Taux de change moyen EUR/DZD (mai 2021, Banque de France)</i>	162,6
<i>Prix du baril de pétrole brut (Sahara Blend – mai 2021, OPEP)</i>	67,9 USD

INDICATEURS MACROECONOMIQUES ANNUELS

		2017	2018	2019	2020	2021 (prev)
PIB, croissance et inflation	PIB / habitant (Mds USD, prix courants FMI)	4 080	4 119	3 940	3 263	3 364
	Taux de croissance du PIB (% , prix constants)	1,3	1,4	0,8	-6	2,9
	Taux de croissance du PIB hors hydrocarbures (% , prix constants)	2,1	3,3	2,4	-4,5	3,3
	Taux d'inflation (moyenne annuelle)	5,6	4,3	2	2,4	4,9
Comptes publics	Solde budgétaire (% du PIB)	-8,6	-6,9	-9,3	-7,7	-13,6
	Dettes publiques (% du PIB)	27	38	46	53	63
	Dettes extérieures brutes (% du PIB)	2,4	1,8	1,7	2	3,4
Comptes Externes	Importations de biens et services (Mds \$)	60,1	60,1	54,2	41,7	53
	Exportations de biens et services (Mds \$)	37,7	44,4	38,3	26,1	27,6
	Balance commerciale (biens et services, Mds \$)	-22,4	-15,7	-15,9	-15,6	-25,4
	Balance courante (Mds \$)	-22,1	-16,7	-17,1	-15,1	-11,7

Source : FMI

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service Economique Régional d'Alger
Pour s'abonner : valentin.georges@dgtresor.gouv.fr